

CETTE DÉSINFORMATION QUI MENACE NOS SCRUTINS

À l'approche de la présidentielle de 2027, les tentatives de déstabilisation via l'IA constituent un défi inédit pour l'intégrité du débat public. Cette « guerre cognitive » est alimentée par des acteurs étrangers mais aussi nationaux, qui exploitent l'hyperréalisme des deepfakes et la viralité algorithmique.

La désinformation est aujourd'hui perçue comme le principal risque mondial à court terme, devant les événements climatiques extrêmes et les conflits armés. Cette alerte, formulée par le Global Risks Report 2025 du Forum économique mondial, résume l'ampleur de l'inquiétude qui entoure la manipulation de l'information. « *Ce risque va venir s'aggraver et empirer d'autres risques* », explique Thomas Delorme, chargé de recherche pour le think tank Cercle Pégase, dédié à la lutte informationnelle. Car cette dernière frappe sur tous les fronts. Sur le climat, la désinformation ralentit l'adaptation. Sur la santé, elle entrave la prévention. Et dans le débat démocratique, elle nourrit la polarisation. C'est une nouvelle forme de « guerre cognitive », dans laquelle l'intelligence artificielle (IA) constitue une arme de déstabilisation massive, que la France se prépare à affronter dans la perspective de la présidentielle de 2027.

LE TEST DES MUNICIPALES

Un rapport parlementaire, déposé en décembre 2025 par les députés Alain David (PS) et Laetitia Saint-Paul (Horizons), a récemment alerté sur

« *L'irruption de l'intelligence artificielle dans les ingérences étrangères* ». Il décrit une industrialisation des opérations d'influence rendue possible par l'IA, qui facilite l'identification des victimes grâce au ciblage algorithmique et l'édition et la création de contenus de propagande crédibles à moindre coût. Le rapport cite notamment l'opération russe « Storm-1516 », déjouée par les services français : celle-ci a généré plus de 55,8 millions de vues en diffusant des faux documents et de fausses vidéos générés par IA, visant à décrédibiliser le gouvernement ukrainien et à fragiliser le soutien occidental.

Pour Laetitia Saint-Paul, les élections municipales de mars 2026 étaient déjà dans le viseur : « *Ce scrutin local a été l'occasion de tester les dispositifs et l'efficacité des narratifs avant les scrutins nationaux* ». Une analyse partagée par Bruno Courtois, ancien officier du renseignement qui a passé trente-neuf ans dans les armées avant de devenir conseiller défense chez Sopra Steria et cofondateur du Cercle Pégase : « *On peut imaginer des actions ciblées sur certaines grandes villes-tests* ».

→

L'HÉMICYCLE VICTIME DE DÉTOURNEMENT

Ces stratégies passent par exemple par la création et la diffusion de contenus sur de faux sites d'information francophones. En 2024, *L'Hémicycle* a ainsi été victime du détournement d'une de ses couvertures par un site pro-Russes. Dans un extrait vidéo manipulé d'une émission diffusée sur France 24, la couverture originale – représentant un coq, emblème de la nation – avait été modifiée pour devenir une caricature peu avantageuse du Président français, dépeint... en poulet émacié, sous le titre : « *Macron, coq déplumé* »... Le détournement ne s'était pas arrêté là : le rédacteur en chef de *L'Hémicycle*, David Revault d'Allonnes, avait lui aussi vu ses propos à l'antenne et sa présentation de la revue déformés : « *Ils avaient repris ma voix et celle de la présentatrice avec de l'IA et nous faisaient parler en russe, alors que je n'en connais pas un mot* », raconte-t-il.

En septembre 2025, l'entreprise américaine de cybersécurité Recorded Future a publié un rapport identifiant 141 faux sites d'information opérant de manière coordonnée. « *Près de 85 sites sont encore en activité et, depuis mars 2025, ils ont publié à eux seuls 23 168 articles* », précise Vincent Berthier, responsable du bureau technologies et journalisme de Reporters sans frontières. Il distingue deux catégories : « *Des sites qui imitent hâtivement des codes de la presse régionale ou nationale et produisent à la pelle des articles ; et d'autres qui usurpent l'identité de vrais journalistes pour publier des contenus plus développés et relativement bien écrits. Ces dispositifs passent sous les radars, jusqu'au jour où ils diffusent une fake news, comme le suicide du supposé chirurgien qui aurait transformé Brigitte Macron en femme* ».

Au-delà des intox ponctuelles, ces faux médias propagent un « bruit de fond » national structuré autour de deux

thèmes récurrents : la crise économique, liée à la figure d'Emmanuel Macron, et l'insécurité. Avec pour objectif, notamment, de décrédibiliser la presse quotidienne régionale, qui demeure une source d'information jugée relativement fiable ; mais, aussi, d'orienter indirectement le débat public au bénéfice de certains acteurs politiques.

QUAND L'IA INTOXIQUE L'IA

Une étude de NewsGuard montre par ailleurs que 32 % des principaux chatbots (logiciels simulant un dialogue en langage naturel avec l'utilisateur) occidentaux répètent des récits de désinformation russes, après qu'un « blanchiment » de ces « intox » ait été opéré via ces faux sites locaux. « *L'IA intoxique donc l'IA, raffinement suprême des liens unissant IA et désinformation* », pointe le chercheur Arnaud Mercier, qui vient de publier *Les mots de la désinformation et de la manipulation* (Presses universitaires du Midi). L'IA agit désormais comme un amplificateur. Elle industrialise la production de contenus trompeurs, soit en amplifiant massivement des faits réels, soit en fabriquant des récits entièrement mensongers. Et les deepfakes, ces vidéos hyperréalistes truquées, deviennent de plus en plus difficiles à détecter. « *Pendant longtemps, je suis arrivé à les identifier ; maintenant, plus du tout* », constate Thomas Delorme.

Le sujet est pris très au sérieux au sommet de l'État. Un conseiller de l'Élysée rappelle que le Président de la République s'est saisi de longue date de la question de la désinformation, notamment des enjeux de harcèlement numérique et via les combats portés par son épouse. Les travaux successifs – du rapport Bronner « *Les Lumières à l'ère numérique* » à la commission sur l'impact des écrans chez les jeunes – ont contribué à structurer la réflexion. « *On a observé une accélération à partir de l'élection de Donald Trump. Les plateformes qui auparavant jouaient le jeu se sont désinhibées* », souligne ce conseiller, qui

/

« L'IA agit désormais comme un amplificateur. Elle permet d'industrialiser la production de contenus trompeurs, soit en amplifiant massivement des faits réels, soit en fabriquant des récits entièrement mensongers. »

/

précise qu'à l'approche des élections municipales, le Président a tenu un Conseil de défense sur les enjeux informationnels en décembre et un autre en février. La stratégie de communication a aussi évolué : « *Les comptes Élysée et French Response, au Quai d'Orsay, emploient désormais des codes proches de ceux des adversaires et adaptés aux algorithmes* ». Pour occuper l'espace et contre-attaquer avec humour et autodérision.

DES PISTES DE RIPOSTE

Face à cette menace, pourtant, manier le second degré ne suffit pas. « *Le ministère de l'Intérieur, avec l'Anssi, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, propose aux partis politiques une formation afin d'optimiser leur sécurité et d'éviter le fishing* », souligne Arnaud Mercier. « *Nous sommes très bons dans la détection des menaces, mais moins dans la réaction, notamment envers le grand public* », résume néanmoins Laetitia Saint-Paul, laquelle plaide pour un renforcement significatif de Viginum, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères placé sous l'autorité du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) dont les effectifs devraient, selon elle, passer à 90 agents. « *En Suède, son équivalent est identifié par près de 75 % de la population. L'agence Viginum, elle, doit être connue d'à peine 0,075 % des Français* », regrette la députée.

Le rapport parlementaire met également en garde contre le risque de « *dé légitimation du processus démocratique* ». Un risque illustré par l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle roumaine de 2024, après qu'une campagne massive sur TikTok, utilisant des milliers de faux comptes et d'influenceurs rémunérés, a propulsé un candidat d'extrême droite marginal à près de 23% des voix. Parmi les propositions figure l'instauration d'une « réserve algorithmique préélectorale ». Concrètement, il s'agirait d'imposer aux grandes plateformes sociales (Facebook, TikTok, X, etc.)

de désactiver ou de figer leurs algorithmes de recommandation pendant une période définie avant un scrutin, par exemple un mois. Le rapport plaide aussi pour imposer un « score d'artificialité » des contenus, soutenir les médias fiables et lancer des campagnes massives de sensibilisation.

« CULTURE LOL » ET « DÉMOQUERATIE »

Au-delà des outils technologiques et des dispositifs institutionnels, les experts insistent sur la dimension humaine de la résilience. « *La solution est souvent éminemment sociale* », rappelle Bruno Courtois en soulignant l'importance de la confiance dans les institutions. L'éducation aux médias et à l'information (EMI) est jugée fondamentale, mais le pays manque encore d'une stratégie globale. Bruno Courtois réclame ainsi un pilotage interministériel pour coordonner l'action des pouvoirs publics.

Alors que la défiance des Français vis-à-vis de l'IA progresse fortement (pour atteindre 60 %, selon le dernier Baromètre La Croix-Verian-La Poste), le risque majeur n'est peut-être pas la fraude électorale massive mais l'installation de ce qu'Arnaud Mercier décrit comme « *un univers de doute généralisé qui paralyse la décision et peut convaincre de ne pas aller voter* ». Le chercheur montre que l'IA est aussi utilisée pour créer des contenus moqueurs (mêmes, détournements) s'inscrivant dans une « culture LOL » (« mort de rire » en anglais). Le but : discréditer le personnel politique en abou-tissant à ce qu'il nomme la « *démoqueratie* ». À l'ère de l'IA, le combat pour l'intégrité des élections se jouera donc autant dans les laboratoires de détection des deepfakes que dans la capacité collective, évoquée par les rapporteurs du Parlement, à mener une « *vaccination* » de la société par l'éducation critique. Cela afin de restaurer un socle commun de confiance sans lequel la démocratie ne peut tout simplement plus fonctionner. ▶